

La sécheresse expose plus de 2 millions de Kenyans à la famine

Page 2

VERSION

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du lundi 20 septembre 2021

7 jrs/7

N°1734 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

Changement climatique : 261 millions de personnes risquent le statut de déplacé

Page 6



L'insécurité prive le million d'enfants d'école au Nigéria

Page 3



Véhicules d'occasion : vers la fin des importations au Burkina

Page 18

KENYA

Plus de 2 millions de personnes menacées par la famine en raison d'une sécheresse



On estime que 2,1 millions de Kenyans sont confrontés à la famine en raison d'une sécheresse dans la moitié du pays

L'Autorité nationale de gestion de la sécheresse (NDMA) a déclaré mercredi 15 septembre , que les personnes vivant dans 23 comtés des régions arides du nord, du nord-est et des côtes du pays auront un «besoin urgent» d'aide alimentaire au cours des six prochains mois, après de faibles pluies entre mars et mai.



En plus de la sécheresse plusieurs autres facteurs ont aggravé la crise alimentaire

Selon l'Autorité nationale de gestion de la sécheresse (NDMA), la crise a été aggravée par Covid-19 et les mauvaises pluies précédentes, précisant que la situation s'aggravera d'ici la fin de l'année, car les pluies d'octobre à décembre

La suite à la page 3

KENYA

La suite de la page 2

devraient être inférieures aux niveaux normaux. Les régions touchées sont généralement les plus exposées à l'insécurité alimentaire au Kenya en raison des niveaux élevés de pauvreté. Le président Uhuru Kenyatta a qualifié la sécheresse de ''catastrophe nationale'' promettant « des mesures globales d'atténuation ». En juillet, l' Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture au Kenya a déclaré que le pays avait besoin de 9,4 milliards de shillings kenyans soit 62 millions de livres sterling pour atténuer les effets de la sécheresse entre juillet et novembre.Asha Mohammed, secrétaire général de la Croix-Rouge du Kenya, a déclaré au journal The Guardian que la plupart des comtés touchés avaient déjà dû faire face à des invasions de criquets pèlerins , des crues éclair et des conflits tribaux entraînés par la diminution des ressources.« Vous avez deux saisons de pluies déprimées, des criquets pèlerins qui ravagent les terres agricoles dans les mêmes comtés et des gens qui se disputent les quelques ressources disponibles. C'est la fabrication d'un désastre », a déclaré Mohammed.

La crise aggravée par le covid-19

La pandémie de Covid-19 a aggravé l'insécurité alimentaire en réduisant la main-d'œuvre disponible dans un pays dont l'agriculture de subsistance repose fortement sur le travail communautaire.La NDMA a déclaré que les mesures de distanciation sociale avaient «restreint la performance communautaire des activités agricoles et la disponibilité des opportunités de travail occasionnel, réduisant la quantité de terres cultivées et la production agricole prévue». La perturbation des approvisionnements en produits alimentaires de base et en bétail a entraîné une augmentation de la volatilité des prix, a souligné l'autorité. La production de maïs, l'aliment de base du Kenya, devrait décliner de 50 % dans les régions touchées en raison de la faible superficie cultivée, tandis que certaines régions connaîtront un échec total des récoltes. Les mauvaises récoltes ont également affecté les cultures agricoles à cycle de maturité court, comme les légumes, a indiqué l'autorité.

Source: The Guardian

K.Fiakofi

Nigeria: Un million d'enfants privés de scolarisation à cause de l'insécurité

Dans une déclaration faite mercredi 15 septembre par l'agence des nations unies pour l'enfance UNICEF, un million d'enfants nigérians risquent de ne pas pouvoir aller à l'école. Les raisons évoquées sont entre autres la menace de violence, les séries d'enlèvements massifs et d'attaques visant des étudiants cette année.

Plus de 37 millions d'enfants nigérians doivent commencer la nouvelle année scolaire ce mois-ci, mais «cette année, ce moment est volé à environ un million d'enfants nigérians, car l'insécurité menace leur sûreté et leur éducation», a déclaré dans un communiqué le représentant de l'Unicef au Nigeria, Peter Hawkins cité par VOA Afrique. Selon l'Unicef, il y a eu cette année 20 attaques contre des écoles

La suite à la page 4

NIGERIA

La suite de la page 3



Enlevés par des bandes criminelles dans les États du nord-ouest et du centre du pays, la plupart des enfants ont été libérés après négociation

au Nigeria, plus de 1.400 élèves ont été enlevés et 16 sont morts. «Les familles et les communautés craignent toujours de renvoyer les enfants dans leurs salles de classe en raison de la vague d'attaques d'écoles et d'enlèvements d'élèves», selon l'Unicef. Les gouvernements de certains États ont temporairement fermé des écoles après des enlèvements, a indiqué notre source.

Les États du nord-ouest et du centre du pays sont depuis longtemps en proie à la violence entre les communautés d'éleveurs et d'agriculteurs nomades qui se disputent les terres et l'eau. Les attaques se sont intensifiées avec l'émergence de bandes criminelles lourdement armées, connues localement sous le nom de bandits, qui pillent les villages, volent le bétail et kidnappent pour obtenir une rançon. Selon VOA Afrique, cette année, ces gangs ont pris pour cible des écoles et des collèges dans le nord-ouest du Nigeria, enlevant les élèves et les emmenant dans des cachettes en forêt pendant qu'ils négocient les paiements. Environ 70 étudiants enlevés il y a près de quinze jours ont été libérés la semaine dernière dans l'État de Zamfara, au nord-ouest du pays, où l'armée a lancé une offensive contre les bandes de ravisseurs.

Oumou Konaté

SOUDAN

Plus 80 personnes sont mortes suite aux inondations

Les inondations consécutives à de fortes pluies au Soudan ont fait plus de 80 morts et endommagé ou détruit des dizaines de milliers de maisons, a déclaré lundi dernier un responsable.



Quelque 8 400 maisons ont été détruites et plus de 27 200 endommagées à travers le pays des suites des pluies diluviennes



Les pluies ont forcé le Soudan à déclarer un état d'urgence de trois mois.

« (…) 84 personnes ont été tuées et 67 autres blessées dans 11 États du Soudan depuis le début de la saison des pluies », a déclaré Abdel Jalil Abdelreheem, porte-parole du Conseil national soudanais pour la défense civile. Ces décès sont liés aux noyades, aux électrocutions et aux effondrements de maisons, a-t-il ajouté. Quelque 8 408 maisons ont également été détruites et plus de 27 200 endommagées à travers le Soudan.

Plus de 100'000 personnes touchées

Des pluies torrentielles tombent généralement au Soudan entre juin et août , et le pays est confronté chaque année à de graves inondations, détruisant des propriétés, des infrastructures et des récoltes. Les Nations Unies estiment que de fortes pluies et des inondations ont touché quelque 102 000 personnes depuis juillet. Près de 50 villages ont été submergés dans le sud du Soudan, déplaçant quelque 65 000 personnes, dont des réfugiés sud-soudanais vivant dont le camp a été inondé, a indiqué l'ONU dans un rapport publié début septembre. L'année dernière, de fortes pluies ont forcé le Soudan à déclarer un état d'urgence de trois mois, après que les inondations ont touché au moins 650 000 personnes, endommageant ou détruisant plus de 110 000 maisons.

Source: Nation Africa

K.Fiakofi

MONDE

Le changement climatique pourrait déplacer 261 millions de personnes, selon la Banque mondiale



« Il pourrait y avoir des points chauds de migration climatique qui apparaîtront dès la prochaine décennie et s›intensifieront d›ici 2050 », selon la Banque mondiale

La réduction de la production agricole, la pénurie d'eau, l'élévation du niveau de la mer et d'autres effets néfastes du changement climatique pourraient amener jusqu'à 261 millions de personnes à quitter leur foyer et à migrer dans leur propre pays d'ici 2050, a averti la Banque mondiale.



Le nombre de migrants internes dus au changement climatique pourraient atteindre 86 millions en Afrique subsaharienne d'ici 2050

Le rapport de la Banque mondiale publié lundi 13 septembre avec de nouveaux chiffres ,donne un aperçu plus complet du bilan potentiel de la hausse des températures mondiales. « Le changement climatique est un moteur de migration de plus en plus puissant », indique le rapport. Les pénuries de nourriture et d'eau ainsi que la montée des eaux soulignent «l'urgence d'agir alors que les moyens de subsistance et le bien-être humain sont soumis à une pression croissante». Selon Juergen Voegele, vice-président de la Banque mondiale pour le développement durable. Les données montrent , une

La suite à la page 7

La suite de la page 6

estimation globale de l'ampleur de la migration potentielle. Sans action décisive, il pourrait y avoir des «points chauds» de migration climatique qui «apparaîtront dès la prochaine décennie et s'intensifieront d'ici 2050, alors que les gens quittent des endroits qui ne peuvent plus les soutenir et se dirigent vers des zones qui offrent des opportunités», a averti Voegele.»Il est important de noter que cette projection n'est pas figée», a-t-il ajouté.

Sortie de la pauvreté

Voegele, a indiqué que toutes les migrations ne peuvent pas être évitées ,si elles sont bien gérées, ajoutant que les changements dans la répartition de la population peuvent faire partie d'une stratégie d'adaptation efficace, permettant aux gens de sortir de la pauvreté et de construire des moyens de subsistance résilients.»En ventilant les données par région, les migrants internes dus au changement climatique pourraient atteindre 86 millions en Afrique subsaharienne d'ici 2050, et 19 millions en Afrique du Nord, 17 millions en Amérique latine et nord et cinq millions en Europe de l'Est et en Asie centrale, selon la banque.

Source : lAFP ;ewn.co.za

K.Fiakofi

La Journée Internationale de l'Alphabétisation (JIA) célébrée à Sarh



La célébration de cette journée a pour but de rappeler au public l'importance de l'alphabétisation, en tant qu'entité de l'éducation

La 54ème Journée Internationale de l'Alphabétisation (JIA), édition 2021, a été célébrée en différé dans la matinée de 10 septembre dernier au Centre des Jeunes Don Bosco à Sarh, dans le Moyen-Chari, en partenariat avec le Programme Promotion de la Qualité de l'Education de Base au Tchad (ProQEB).

C'est le ministre de l'Education nationale et de la Promotion civique, Kosmadji Merci, qui a présidé la cérémonie placée, sous le thème : « l'alphabétisation pour une reprise axée sur l'humain afin de réduire la fracture numérique. Faut-t-il le souligner, cette journée a pour but de rappeler au public l'importance de l'alphabétisation en tant qu'entité de l'éducation tout au long de la vie.

Ce qui a conduit le ministère de l'Education nationale et de la Promotion civique (MENPC), à planifier modestement, d'alphabétiser chaque année, une cible de 110 000 adultes et la scolarisation de 2000 enfants dans l'EBNF, à travers le mode opératoire qu'est la stratégie du « faire-faire ». Le représentant du ProQEB, Naïgotomti Dorobé a pour

La suite à la page 8

La suite de la page 7

la circonstance, informé que son institution a développé des plans d'étude, matériels didactiques et stratégies de formation en adéquation avec les besoins des communautés. De même, des offres innovantes de formation professionnelle, pour les sortants des centres d'alphabétisation, ont aussi été développées pour améliorer concrètement les conditions de vie des apprenants. Les centres de formation professionnels ont été créés, illustrant parfaitement le passage de l'alphabétisation initiale à un véritable programme d'éducation et de formation de base de jeunes et des adultes orientés vers les stratégies et les compétences de vie.

Pour la phase actuelle, le programme touche dans le Moyen-Chari, une cible de 9 000 personnes dans trois langues à savoir le Sar, le sarakaba et l'arabe. Le ministre de l'Education nationale et de la Promotion civique, Kosmadji Merci, a rappelé les principaux objectifs de cette journée internationale que sont entre autres, l'examen des possibilités pour l'alphabétisation qui contribuerait à bâtir un fondement solide, l'exploration des facteurs pouvant asseoir l'alphabétisation sur la Technologie de l'Information et de la Communication (TIC) inclusive et utile, la réinvention de l'avenir de l'enseignement en contexte de pandémie et post-crise. Il a par ailleurs demandé à toute la population tchadienne, notamment les acteurs du système, à s'unir autour de l'éducation pour un meilleur et durable développement du Tchad, pays de Toumaï

Source : Alwihda Info

Nang-yanan Raoul

RDC : Les Forces spéciales américaines sur le départ

Dépêchés depuis août dans l'est de la RDC où sévissent les groupes armés, notamment ceux de l'ADF, les soldats américains quittent le pays, selon Washingtone qui a annoncé, jeudi dernier, la fin de la mission d'une délégation de ses forces spéciales dans cette zone du pays. Il s'agisssait pour la délégation d'évaluer la force de frappe et de ripsote de l'armée congolaise face au terrorisme et à la violence des groupes armés.

Dans un communiqué cité par l'ambassade des USA en RDC, le capitaine et chef d'équipe, Markos Magana a déclaré que : « Cette mission nous a permis de comprendre la capacité et la structure des Forces armées congolaises et d'évaluer de quelle manière elles peuvent mieux exécuter leurs plans visant à poursuivre leur mission vitale de lutte contre le terrorisme », a rapporté l'Agence Anadolu. L'officier a poursuivi, indiquant que lors de cette mission :« Nous avons pu comprendre le rôle important joué par les gardiens du parc de l'ICCN (Institut congolais pour la conservation de la Nature) qui aident à couper une voie cruciale de ravitaillement utilisée par des personnes malveillantes dans l'est de la RDC ».

L'ambassadeur des États-Unis à Kinshasa, Mike Hummer, cité par notre source, a soutenu dans le même communiqué que la « promotion de la paix et de la stabilité est un élément clé du partenariat privilégié conclu par les États-Unis et la RDC, qui est particulièrement axé sur la fin des violences et des souffrances dans l'est de la RDC ».

La suite à la page 9

La suite de la page 8



Mission d'évaluation décidée par Washington, à la demande du gouvernement de RDC, dans le cadre de la Coalition mondiale contre Daech

Au cours de cette mission d'évaluation, poursuit-il, l'équipe des Forces d'opérations spéciales a « utilisé sa connaissance acquise en combattant Daech à travers le monde pour aider les Forces armées congolaises à estimer ce dont elles ont besoin ».

Museveni prêt à intervenir contre les ADF en RDC

Cela, dans l'objectif de « mener avec succès des campagnes contre Daech-RDC et contre les autres groupes armés qui sont impliqués dans l'exploitation économique illicite des parcs nationaux de la RDC, utilisée comme source de financement pour terroriser et commettre des abus contre le peuple congolais », a confié le diplomate. Selon l'Agence Anadolu, l'ambassadeur a soutenu que cette mission « reflète l'appui continu et l'engagement des États-Unis envers les efforts du gouvernement de la RDC visant à assurer la sécurité de ses citoyens ». Depuis 2019, les attaques perpétrées par les ADF, forces démocratiques alliés, groupe armé d'origine ougandaise, accusé d'une vague de massacres dans l'est de la RDC, sont revendiquées par Daech. Raison pour laquelle les USA ont soutenu en avril dernier que les ADF sont un groupe affilié à Daesh. Yoweri Museveni, président ougandais avait annoncé , mercredi, qu'il était « prêt à intervenir militairement » dans la région (Beni et Ituri) contre les ADF et qu'il n'attendait que l'approbation du président congolais Félix Tshisekedi "pour aller de l'avant".

Lucien DAKISSAGA (stagiaire)

TCHAD

Yaya Dillo exclu de l'Alliance Front nouveau pour le changement

Des membres du Front nouveau pour le changement ont prononcé l'exclusion du coordonnateur du mouvement Yaya Dillo, le 7 septembre dernier. La participation du FNC au futur Conseil national de transition serait la pomme de discorde entre l'opposant Dillo et les autres militants de la coalition.



Les membres de FNC qui ont animé le point de presse sont prêts à rejoindre le futur Conseil national de la transition

L'exclusion est prononcée le 07septembre dans lors d'un point-presse animé par le rapporteur général Djimdou Yanlomtoloum. La participation au futur Conseil national de transition est la genèse du problème. En effet, Yaya Dillo a interdit aux partis politiques membres de l'alliance d'entrer au futur parlement transitoire. Lors de la rencontre des partis politiques de la coalition, il a sèchement déclaré que «quiconque décide d'aller au CNT est réputé avoir démissionné du FNC et sera traité comme tel». Un avis que ne partagent pas les autres membres du FNC qui se sont rendus compte qu'ils se sont «trompés d'appréciation du leadership» de Yaya Dillo. «Le FNC, c'est nous qui l'avons créé mais nous avons mis à sa tête quelqu'un qui nous traîne par le bout du nez», regrette Djividi Boukar Dibeing, membre de ladite coalition. Il faut logiquement exclure l'indésirable Dillo et «s'associer au processus de réconciliation nationale à travers le dialogue national inclusif» car «la politique n'est pas la guerre», a-t-il tranché. Yaya Dillo, de son côté, jure être toujours le coordonnateur du FNC qui soutient sa candidature aux élections car ceux qui l'ont exclu sont minoritaire. En règle «élémentaire de démocratie» la majorité l'emporte sur la minorité, a-t-il laissé entende accusant cette «minorité» détractrice d'avoir «vendu son âme en jouant le jeu de la junte». «Si vous ne voulez pas, quittez le FNC ou dîtes simplement que vous ne soutenez pas ma candidature», a-t-il lancé à l'endroit des militants qui ont prononcé son exclusion.

Nang-yanan Raoul

RDC

L'Observatoire volcanologique de Goma, déserté par ses agents mal payés

Dans l'Est de la RDC, les agents de l'Observatoire volcanologique de Goma (OVG), l'entité qui surveille de près le volcan Nyiragongo, réclament depuis quelques jours la revalorisation salariale. Cette revalorisation a été promise par les autorités congolaises après l'éruption volcanique qui a eu lieu en mai. Selon le site d'information de VOA, la plupart des agents ont déjà déserté leur lieu de travail.



L'Observatoire Volcanologique de Goma surveille les activités du Volcan Nyiragongo

C'est depuis juillet que des agents de l'Observatoire réclament l'augmentation de leurs salaires. un agent anonyme, qui s'est confié à voa , affirme que le salaire qu'il perçoit ne lui permet pas de subvenir aux besoins de sa famille. Selon lui, le salaire minimum est de *70 000 francs congolais, soit l'équivalent de 35 dollars américains.* Les autorités congolaises avaient pourtant promis de résoudre cette question des salaires quelques jours après l'éruption qui a causé d'énormes dégâts et déplacé des milliers de personnes. La société civile craint que, si cette question n'est pas résolue rapidement, elle empiète sur le travail de surveillance du volcan. Ce qui mettrait en danger la vie des paisibles populations. Après une alerte de la société civile sur les guéguerres au sein de cet observatoire géré par l'État congolais, le ministre national de la recherche scientifique, cité par VOA Afrique, a dépêché son directeur de cabinet pour s'enquérir de la situation en vue d'apporter des solutions appropriées. Dans une interview exclusive accordée à VOA Afrique, ce dernier rassure que la question salariale sera réglée sous peu. En dehors de la préoccupation liée au paiement des agents, ce service de l›Etat à d›autres difficultés qui l›empêchent de fonctionner comme il faut. Par exemple, les agents déplorent le manque d›équipement approprié pour surveiller le volcan. C'est d'ailleurs à cause du manque d'équipements fonctionnels que l'OVG n'avait pas pu prévoir l'éruption de mai dernier. En rappel, l'éruption du Nyiragongo avait fait 32 morts, détruit plusieurs centaines de maisons et entraîné le déplacement de dizaines de milliers de personnes. A ce jour, des milliers de sinistrés vivent encore autour de Goma dans des abris de fortune et appellent à l'aide, selon l'Agence France Presse.

Oumou Konaté

TOGO

Le pays combat l'érosion côtière

Face à une évolution très inquiétante du décapage de la côte togolaise, les autorités ont décidé d'adopter une nouvelle technique de lutte contre l'érosion. Au chevet de la lutte contre cette érosion se trouve l'ingénieur natif du pays, Déo Eklu-Natey, qui développe une technique pour freiner ce phénomène naturel.



Cette avancée de la mer est un fléau qui cause des dégâts comme la disparition des maisons ou la suppression de villages de la carte du Togo

Koffi Houédanou, environnementaliste, s'est dit inquiet, car chaque jour l'on constate, une avancée de cette érosion sur la côte togolaise, avec la montée de la mer à pas géant, malgré les actions entreprises pour contrer ce phénomène, a rapporté africanews. Cette avancée de la mer a causé des dégâts comme la disparition des maisons, des villages de la carte du Togo, traduisant ainsi la gravité du fléau.

Selon notre source, Muriel Muada, ingénieur en génie civil, a expliqué que, depuis quelques temps, des travaux inédits ont été entrepris avec la juxtaposition de puits en fûts granulitiques, enfouis le long du littoral pour freiner l'avancée de la mer.

"On a constitué un puits qu'on a enfoncé jusqu'à atteindre une roche sédimentaire dure qui est pour nous, une bonne assise pour que l'ouvrage puisse résister à la pression de l'eau", a-t-il souligné.

Avec cette technique, qui est l'œuvre de l'ingénieur togolais Déo Eklu-Natey et son équipe, les vagues échouent contre l'ouvrage, tout en laissant du sable qui comble les parties érodées de la côte. En somme, c'est le principe de construction des ports qui est appliqué ici, souligne l'ingénieur togolais, cité par africanews, tout en ajoutant qu'il s'agit d'un rideau qui fait face à la mer. C'est fait pour arracher, à la mer, le sable qu'elle nous avait englouti auparavant .

Cette technique attire déjà la curiosité et semble être efficace. Le Séngalais, Aliou Fall Diedjou, géologue, spécialiste en érosion côtière, souligne qu'elle permet non seulement de stabiliser les côtes, mais aussi de gagner du terrain. Il entend dupliquer cette technique innovante dans son pays, le Sénégal, et convaincre les décideurs à l'adopter. Au Togo, le gouvernement s'y intéresse sérieusement dans le cadre des actions urgentes face à l'avancée de la mer.

Lucien DAKISSAGA (stagiaire)

ALGÉRIE

27 membres présumés d'un groupe séparatiste arrêtés

La police algérienne a annoncé, lundi, avoir arrêté 27 personnes soupçonnées d'appartenir à un groupe séparatiste qu'Alger considère comme une organisation terroriste.



Les personnes interpellées sont accusées de «vouloir semer la discorde et la terreur»



Les forces de sécurité sont intervenues pour maintenir l'ordre, suite à des affrontements

Les individus ont été arrêtés pour une affaire d'atteinte à l'unité nationale, à l'ordre public et incitation au rassemblement». Ils sont soupçonnés d'appartenir au Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie (MAK), selon un communiqué. Les autorités ont indiqué que 25 personnes ont été arrêtées à Kherrata, la semaine dernière, lors d'affrontements entre manifestants et policiers, après l'interdiction d'une marche de soutien aux prisonniers d'opinion. Le communiqué indique que les forces de sécurité ont été blessées lors des affrontements dans la ville située dans la région traditionnellement agitée du nord-est de la Kabylie. Deux autres personnes ont été arrêtées dans une zone située à environ 60 kilomètres, selon le communiqué.

Du matériel saisi

Des objets tels que «des vêtements militaires, des armes blanches» et du matériel MAK ont été trouvés dans les maisons des individus, a-t-il ajouté. Les suspects tentaient de « semer la discorde et la peur parmi les citoyens et de réactiver les cellules dormantes de cette organisation terroriste, sur ordre de parties étrangères », selon le communiqué. La Ligue algérienne des droits de l'homme (LADDH) a demandé dimanche la libération de plus de 20 personnes qui, selon elle, ont été arrêtées. Par ailleurs, la LADDH a déclaré que les autorités avaient arrêté lundi «le journaliste et défenseur des droits humains, Hassan Bouras» et perquisitionné son domicile dans le nord-ouest d'El Bayadh.

Source: tsa-algerie;ewn.co.za

TCHAD

Une dette nationale insoutenable



Le traitement de la dette du pays est essentiel et ouvrirait la voie à l'approbation par le Conseil d'administration du FMI, d'un financement à l'appui au programme tchadien d'ajustement budgétaire et de réformes.

Le directeur du département Afrique du Fonds monétaire international (FMI), Abebe Aemro Selassie, a publié le 7 septembre 2021, la déclaration sur le Tchad dont la teneur suit : « La situation économique et financière du Tchad continue de se dégrader, suite aux chocs combinés de la pandémie du Covid-19, de la baisse des prix du pétrole, du changement climatique et des attaques terroristes. Les services du FMI et les autorités tchadiennes ont poursuivi un dialogue étroit sur les politiques économiques. Les discussions récentes confirment les préoccupations croissantes sur les difficultés de financement, obligeant le gouvernement à réduire les dépenses sociales et de développement essentielles. Ce qui, à moins d'être rapidement inversé, pourrait avoir de graves conséquences négatives sur le plan social et de la sécurité.

La dette du Tchad est jugée insoutenable. Un traitement de cette dette est donc essentiel et ouvrirait la voie à l'approbation par le Conseil d'administration du FMI d'un financement à l'appui du programme tchadien d'ajustement budgétaire et de réformes soigneusement ciblées qui a été convenu avec les services du FMI en janvier. Elle ouvrirait également la voie à l'octroi d'un soutien financier important par d'autres partenaires du développement. Les créanciers officiels au sein du Comité des créanciers pour le Tchad dans le cadre du Cadre commun pour le traitement de la dette au-delà du DSSI (Cadre commun), ont, dans leur déclaration du 16 juin, soutenu le programme envisagé par le Tchad, avec l'appui du FMI, et se sont engagés à négocier les conditions de restructuration de la dette en conséquence.

La suite à la page 15

La suite de la page 14

Un traitement comparable de la part des créanciers privés du Tchad est nécessaire. Un processus crédible de restructuration de la dette avec les créanciers privés est nécessaire pour débloquer le financement officiel dont le Tchad a besoin, de toute urgence. Un engagement fort de la part des créanciers privés sur leur volonté de négocier, sans plus tarder, de tels traitements de la dette, conformes aux paramètres du programme envisagé avec le FMI, contribuerait à stimuler la reprise économique du Tchad et les efforts de réduction de la pauvreté.

Le directeur général du FMI a également approuvé l'appel du Comité des créanciers pour que les créanciers privés s'engagent à négocier ce traitement de la dette sans délai. La communauté internationale suivra de près l'évolution de la situation et attend avec impatience, des progrès concrets dans l'engagement entre le Tchad et ses créanciers privés, dans les prochains jours. »

Nang-yanan Raoul

« Wakit Tama » annonce une nouvelle manifestation



La Coordination des actions citoyennes dénommée « Wakit Tama », une coalition de partis politiques et d'OSC, a annoncé, lors d'une conférence de presse mercredi 8 septembre, une nouvelle marche citoyenne.

La marche devrait se dérouler ce samedi à N'Djamena. La coalition « Wakit Tama » demande notamment la modification de la charte de transition et l'organisation d'une **conférence nationale souveraine inclusive** avant la mise en place des organes de la transition.

C'est sur un ton déterminé que les dirigeants de la coordination « Wakit Tama » ont annoncé leur marche. Pour Dr Sitak Yombatina Béni, vice-président du mouvement « Les Transformateurs », la marche aura lieu avec ou sans autorisation. « Que ce soit clair : que les organisations qui forment Wakit Tama commencent par envoyer leurs communiqués pour appeler leurs militants à sortir. Il n'y a aucune raison qui peut nous empêcher de sortir ce samedi. Nous avons été bienveillants jusque-là, parce que nous sommes bien éduqués, mais nous n'allons pas continuer à accepter que les gens se moquent de nous. Donc il y aura marche samedi, avec l'encadrement ou non de la police », a-t-il confié à Aurélie Bazzara-Kibangula, correspondante de RFI au Tchad.

Cette semaine, le gouvernement a appelé la classe politique et l'ensemble de la société civile à candidater pour intégrer le conseil national de transition (CNT) qui fera office de Parlement pendant la période de la transition. Un processus rejeté par « Wakit Tama » qui dénonce un Comité ad hoc trop « complaisant » pour faire le casting des membres du CNT.

Nang-yanan Raoul

TCHAD

Le Syndicat des enseignants dénonce le sort des formateurs des Écoles d'instituteurs



Dans un communiqué daté du 7 septembre 2021, le bureau exécutif national du Syndicat des enseignants du Tchad (SET) s'est dit « consterné par ce qui se passe actuellement dans les Écoles nationales des instituteurs bilingues du Tchad ». En effet, dans un communiqué de presse du 20 août 2021, la coordination nationale des cellules du SET des Ecoles normales d'instituteurs du Tchad a posé comme conditions d'organisation du Certificat élémentaire fondamental d'enseignement normal (CEFEN) : le versement des primes du CEFEN de 2019-2021, les primes d'encadrement des stages de 2019-2020 et 2020-2021.

« Au lieu de chercher à trouver un terrain d'entente avec la coordination, le ministère est passé outre, pour organiser le CEFEN, sans les enseignants. Cette pratique est de nature à mettre à mal la paix sociale et pourrait compliquer la suite du processus, car les surveillants recrutés dans les rues ne pourront ni achever le processus du Certificat élémentaire fondamental d'enseignement normal (CEFEN), ni démarrer l'année académique 2021-2022 », apprend-t-on, selon le communiqué.

Par conséquent, le bureau exécutif national du Syndicat des enseignants du Tchad (SET) a demandé au gouvernement de trouver, dans les meilleurs délais, des solutions aux revendications de la coordination SET des formateurs des ENIB. Enfin, il « reste solidaire de la coordination dans ses légitimes revendications », sans perdre de vue la situation de la bourse des élèves des ENIB.

Nang-yanan Raoul

Audiences de la présidence du Faso : Coopération économique, militaire et parlementaire au menu des échanges

Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a reçu en audience, le vendredi 17 septembre 2021, le vice-président de la Société financière internationale (SFI), le commandant de la force Barkhane et le centre parlementaire canadien. Des échanges consacrés à des questions de soutien économique, la lutte contre le terrorisme au Sahel et la coopération parlementaire.

La visite du vice-président régional pour l'Afrique de la Société financière internationale, Sergio Pimenta, à Kosyam, s'inscrit dans le cadre d'un soutien économique au pays des Hommes intègres. Selon Pimenta, il s'agit de voir comment la SFI peut financer le privé au Burkina Faso et lui apporter de l'appui conseil. " Nous avons eu l'opportunité de

La suite à la page 17

BURKINA FASO

La suite de la page 16



Serigio Pimenta (2è à partir de la gauche) a échangé avec le président du Faso



Avec le président Roch Kaboré, Gl Laurent Michon (kaki) a parlé de coopération accrue de Barkhane avec certains pays du G5 Sahel

faire le point des opérations au Burkina et discuté des différentes opportunités pour soutenir le secteur privé, notamment dans le domaine de l'énergie, de l'économie numérique, de la santé, du soutien aux petites et moyennes entreprises." a-t-il déclaré à sa sortie d'audience.

Il a mentionné avoir eu au cours de son séjour au Burkina Faso, les meilleurs échanges avec des entreprises et des partenaires locaux. Il s'est réjoui que le bureau ouvert l'année dernière au Burkina soit opérationnel.

Le nouveau commandant de la Force Barkhane a été le second hôte du président du Faso. Avec lui, il a été question de lutte contre le terrorisme au Sahel et de la transformation de Barkhane. Pour le général Laurent Michon, cette transformation est axée sur une coopération accrue avec certains des pays, avec la force conjointe du G5 Sahel et la MINUSMA. Il a indiqué que les changements fondamentaux consistent en une réarticulation du dispositif au Mali, notamment à Tessalit, Kidal et Tombouctou.

Il y aura aussi l'engagement de nouveaux partenaires européens au sein de la Force Barkhane, tels que la Task Force Takuba.



Le bilan des actions du centre parlementaire candien au menu des échanges avec le président Kaboré

"Nous continuons ensemble cette lutte, nous continuons de nous épauler mutuellement» a-t-il déclaré, pour montrer leur engagement dans la lutte contre les groupes terroristes Al-Qaïda et l'Etat islamique. Il a confirmé la mort du dirigeant de l'Etat islamique au grand Sahara, Adnan Abou Walid Al-Sahraoui.

Coopération parlementaire au menu des échanges

La dernière audience de Kosyam a été accordée à une délégation du centre parlementaire canadien, conduite par son président, Tom Cormier. Les échanges ont porté sur la coopération parlementaire avec le Burkina Faso, du point de ses actions. Ces échanges ont été l'occasion pour le président du centre parlementaire canadien de faire le bilan des actions de sa structure au profit du Burkina et recueillir l'avis du président du Faso, en tant qu'ancien président de l'Assemblée nationale, sur les différents projets portés par son centre en faveur du parlement burkinabé. "Au centre parlementaire, nous avons eu un projet d'accompagnement de l' Assemblée nationale du Burkina Faso depuis les six (06) dernières années» a -t-il souligné.

Le président du Faso a exhorté le centre parlementaire canadien à continuer à appuyer l'Assemblée nationale en vue de renforcer la coopération parlementaire entre les deux pays, a indiqué Tom Cormier..

Fatimata COMPAORE

BURKINA FASO

Le pays veut limiter l'importation des (trop) vieux véhicules d'occasion

Pour assainir le secteur des transports routiers, le ministre Vincent Dabilgou, en charge des Transports, de la Mobilité urbaine et de la Sécurité routière, a fait part de la volonté de son département de légiférer sur la limite d'âge des véhicules importés. Il l'a fait savoir lundi 13 septembre dernier lors de la « journée à faible émission de carbone », placées sous le thème « Transports durables : facteurs de réduction des polluants atmosphériques », selon afrique.lalibre.be



Le Burkina Faso entend se conformer au Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE)

Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) a démontré dans son rapport publié en novembre 2020, un lien direct entre le taux élevé de la mortalité routière et la faible réglementation des véhicules d'occasion dans ces pays. Raison pour laquelle, au Burkina Faso, les autorités veulent prendre des mesures pour lutter contre les accidents de la route qui ont tué au moins 1 060 personnes l'an dernier et ce chiffre est largement en dessous de la réalité, selon Afrique la libre.

Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) du Burkina Faso, 278 000 motos et plus de 21 000 nouvelles voitures personnelles sont immatriculées chaque année (données de 2017), dont plus de 90% sont des véhicules d'occasion. Ceux-ci ne font souvent l'objet d'aucun contrôle technique spécial avant leur embarquement dans les pays de provenance et arrivent dans un état tel qu'ils constituent des problèmes sur le plan de la sécurité routière et environnementale.

Diminuer considérablement la pollution de l'environnement

Selon toujours Afrique la libre, Les autorités burkinabè pensent sans doute que la limitation de l'âge des véhicules doit améliorer la fluidité de la circulation en réduisant le nombre de véhicules trop souvent en panne sur la voie publique ; réduire les accidents de circulation dus aux défaillances mécaniques ; réduire la dégradation des routes ,etc. Pour diminuer considérablement la pollution de l'environnement, le Burkina Faso veut aussi regarder du côté des motos, mais le défi est colossal dans un pays où la deux-roues motorisée est reine (on en dénombrait 2,3 millions en 2017). La promotion de l'usage des transports en commun au détriment des motos qui représentent 86% des véhicules motorisés dans le pays, l'une des solutions envisageables.

Source : afrique.lalibre.be

Pierre Oued.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Rwanda : le pays annonce une académie spécialisée dans les drones



Selon l'Agence Ecofin, la ministre de l'Information, de la communication, de la technologie et de l'innovation (MINICT), Paula Ingabire, a annoncé, lors de la conférence annuelle des systèmes d'aéronefs sans pilote, que le Rwanda aura bientôt une académie spécialisée dans les drones. Cette conférence a été organisée par l'Autorité de l'aviation civile du Rwanda (RCAA). Selon elle, la création de cette académie a été initiée dans le but de former un grand nombre d'experts dans le domaine des drones, en pleine expansion dans le pays. Le Rwanda compte sur cette technologie pour développer notamment les secteurs de la santé et de l'agriculture, a précisé notre source.

Maroc: 16 aéroports certifiés "Airport Health Accreditation" de l'ACI



L'Office national des aéroports (ONDA) a indiqué que le Conseil international des Aéroports (ACI) a accordé l'accréditation "AirportHealth" à 16 aéroports du maroc, a rapporté lereporter.ma. Il s'agit entre autres de Casablanca/ Mohammed V, Marrakech/ Ménara, Agadir/ Al Massira, Rabat/ Salé, Oujda/ Angads, Fès/ Saïs, Tanger/ Ibn Batouta. Notons que les aéroports du Maroc ont enregistré, durant la période allant du 15 juin au 31 août 2021, un volume de trafic commercial international de 3.560.526 passagers, accueillis à travers 31.202 vols internationaux.

Cameroun: Quatre morts dans un accident de circulation près de Banganté



Un accident survenu , dans la matinée du 17 septembre 2021, dans la localité de Banganté, région de l'Ouest du Cameroun, a occasionné la mort de quatre personnes, a rapporté Cameroun 24. Selon les précisions de notre source, l'accident a été causé par le chauffeur d'une Rav4 qui a perdu le contrôle de son véhicule, percutant à vive allure un camion. La violence produite par le choc a donc provoqué un incendie, calcinant les occupants du véhicule piégés à l'intérieur de celui-ci. Les secours arrivés plus tard, vont acheminé les corps à la morgue ainsi que le chauffeur blessé, à l'hôpital.

Tunisie: La compagnie Tunisair reprend ses vols vers la Libye



La compagnie Tunisair a annoncé, le vendredi 17 septembre 2021, la reprise de ses vols de l'aéroport de Tunis Carthage vers les aéroports de Tripoli-Mitiga et de Benghazi en Libye, à partir du jeudi 23 septembre 2021, a rapporté La Presse.tn. Cette décision intervient, suite à une décision présidentielle de rouvrir les postes frontaliers avec la Libye. En rappel, le président de la République Kaïs Saïed a donné, le 16 septembre 2021, des instructions pour la réouverture, à partir du vendredi 17 septembre 2021, à 7h du matin, des postes frontaliers avec la Libye.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite et fin)

Tchad : 65 lauréats de médecine de l'UNABA ont prêté serment



Le secrétaire d'État à l'enseignement supérieur, à la recherche et à l'innovation Mamadou Gana Boukar a présidé le 10 septembre dernier à l'amphithéâtre de la Faculté des Sciences de la Santé de l'université de N'Djamena, la cérémonie de remise de diplômes de doctorat de médecine aux lauréats de la première promotion de l'Université Adam Barka d'Abéché. Au total, 65 lauréats dont 5 filles ont prêté le serment d'Hippocrate et sont désormais médecins. C'est la première sortie d'une promotion de médecine de l'Université Adam Barka d'Abéché. Séance tenante, le représentant du ministre de la Santé publique, Dr. Ismaël Barh Bachar, a déclaré que le président de la transition, Mahamat Idriss Deby Itno s'engage à intégrer à la Fonction publique tous ces 65 lauréats y compris tous les médecins en instance d'intégration.

Tchad : Le général Mahamat Idriss Deby échange avec la BDEAC



Le président du Conseil militaire de transition (CMT), le général de Mahamat Idriss Deby a accordé le 15 septembre dernier une audience à une délégation de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), conduite par son président, Fortunato-OFA Mbo Nchama. L'état d'avancement des différents projets financés par la BDEAC au Tchad a constitué l'essentiel des discussions. la BDEAC finance au Tchad deux projets majeurs. Il s'agit du complexe industriel d'exploitation des ruminants à Djermaya et le complexe industriel laitier de Mandalia. Ces deux projets n'avancent nullement, le Tchad n'ayant bénéficié d'aucun décaissement de la BDEAC. C'est pour clarifier les choses que le président du CMT a reçu en audience le président de la BDEAC. Par ailleurs, Fortunato-OFA Mbo Nchama s'est félicité de la conduite apaisée de la transition au Tchad.

Zimbabwe : Obligation de se faire vacciner contre le covid 19



Le gouvernement zimbabwéen a pris des mesures drastiques qui obligent l'ensemble de la population à se faire vacciner. Pour se rendre dans une salle de sport, aller au restaurant, à un examen universitaire et même participer à la messe, il faut montrer son certificat de vaccination, a rapporté RFI. Il est aussi indiqué aux fonctionnaires, environ 200 000, de se faire vacciner, sous peine de perdre leur travail. Notons que malgré la gratuité de la vaccination, seulement 12% de la population est déjà vaccinée.

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76 60 97 21
redaction@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com
Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/
P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/
P.F
Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de redaction
-Lonsani SANOGO
-Oumou KONATE
-Roseline BADO
-Leylatou TIENDREBEOGO
-Fatoumata COMPAORE
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME
- Pierre OUEDRAOGO
-Augustin NIKIEMA
- Fiakofi KOSSI
-Line Rose BAMBARA

Equipes de montage
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME

Distribution
www.quotidiennumerique.com
Carte d'abonnement
+226 61 07 20 20
Une vente en ligne (Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 66 20 00 26
E-mail: contact@sc-mail.info
Service commercial
+226 61 07 20 20
ac@sc-mail.info

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MON KIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCE

Le Quotidien Numérique d'Afrique

